

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

TROYES, le 14/05/2025

Nos réf. : SAU/FB/MI n° 25 - 274

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VALAUBIA**

11, rue Joseph-Marie Jacquard  
ZI des Près de Lyon  
10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0003012687

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06 mai 2025 dans l'établissement VALAUBIA implanté 11 rue Joseph-Marie Jacquard - ZI des Près de Lyon, 10600 LA CHAPELLE SAINT LUC. L'inspection a été annoncée le 13 avril 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est menée dans le cadre du Plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection des ICPE

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALAUBIA
- 11, rue Joseph-Marie Jacquard - ZI des Près de Lyon - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT : 0003012687
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

VALAUBIA est une unité de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stockage mâchefers	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 5.1.3	Sans objet
2	Suivi des résidus d'incinération	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 5.1.8 alinéa 9	Sans objet
3	Cendres et mâchefers	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 8.3.1.1	Sans objet
4	Paramètres à analyser des études (lixiviation, éléments polluants)	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 9 - alinéa 1	Sans objet
5	Procédure d'échantillonnage	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 8	Sans objet
6	Fiches de données environnementales des mâchefers	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 12	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des résidus issus du traitement des déchets (mâchefers, cendre et refiom) n'appelle pas d'observation particulière.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Stockage mâchefers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Quantités stockées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser, par typologie de déchets, les quantités produites mensuellement ou le volume d'un lot normal d'expédition. Pour les mâchefers, la quantité entreposée dans le hall mâchefers ne doit pas dépasser la quantité produite annuellement.</p>

**Constats :**

Les déchets avant traitement et après traitement sont stockés à l'abri des intempéries sur des aires étanches.

L'exploitant a présenté les tableaux de suivi des quantités de déchets cendres/refiom et mâchefers. Les quantités ne dépassent pas les quantités normales d'expédition. Pour les mâchefers, le hall de stockage dispose de six alvéoles pour un volume de six mois de production inférieur à la quantité annuellement produite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Suivi des résidus d'incinération**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 5.1.8 alinéa 9

**Thème(s) :** Risques chroniques, Comptabilité des quantités

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tiendra en particulier une comptabilité précise des quantités de résidus d'incinération produits, en distinguant notamment :

- les mâchefers ;
  - les métaux ferreux extraits des mâchefers ;
- Le cas échéant, les métaux non ferreux extraits des mâchefers ;
- les résidus d'épuration des fumées de l'incinération des déchets dont :
    - poussières et cendres volantes en mélange ou séparément ;
    - cendres sous chaudière ;
    - gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées ;
    - déchets liquides aqueux traités hors du site ;
    - déchets secs de l'épuration des fumées ;
    - catalyseurs usés provenant, par exemple, de l'élimination des oxydes d'azote ;
    - charbon actif usé provenant de l'épuration des fumées ;
    - résidus carbonés issus d'une installation de pyrolyse non intégrée.

**Constats :**

L'exploitant tient à jour un suivi des quantités de résidus d'incinération par catégorie.

Pour les mâchefers, le suivi est basé sur les expéditions en sortie (bons de pesées), le volume et le tonnage sont au maximum de six mois soit 7200 m<sup>3</sup>. Les expéditions sont faites a minima après trois mois de maturation voire six mois selon les besoins d'utilisation.

Pour les métaux ferreux et non ferreux, le suivi est basé sur les expéditions en sortie (bons de pesées), les alvéoles sont d'un volume qui représente environ une expédition de matière.

Pour les refiom, l'exploitant dispose d'une pesée dynamique qui permet le suivi des quantités en stock et expédiées vers la filière de traitement. Le tonnage en stock sur la période mai 2024 - mai 2025 (cendres+refiom) est inférieur à 90 tonnes, L'exploitant a mis en œuvre des alertes sur le tonnage de cendres et de refiom :

- cendres : limite minimum de 51 tonnes et limite maximum de 56 tonnes,
- refiom : limite minimum de 28,5 tonnes et limite maximum de 33 tonnes. En cas de dépassement des tonnages, les cendres et les refioms sont stockés en big bag et non plus en silos.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Cendres et mâchefers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 8.3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Teneur en COT/perte au feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations d'incinération sont exploitées de manière à atteindre un niveau d'incinération tel que la teneur en carbone organique totale (COT) des cendres et mâchefers soit inférieure à 3 % du poids sec de ces matériaux ou que leur perte au feu soit inférieure à 5 % de ce poids sec.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni un tableau de suivi et les résultats d'analyses de la teneur en COT et de perte au feu des mâchefers et des refiom. Les valeurs de COT et de perte au feu sont respectivement inférieures à 3 % et 5 % et sont conformes à la prescription.. Par sondage l'inspection a analysé les documents de novembre 2023 et juillet 2024.  Le rapport d'analyses sur novembre 2023 est conforme avec 6,4 g/kg sec et un pourcentage de perte au feu de 4,53 %. La rapport d'analyses de juillet 2024 est conforme avec 4,2 g/kg sec et un pourcentage de perte au feu de 3,14 %.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Paramètres à analyser des études (lixiviation, éléments polluants)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 9 - alinéa 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mâchefer
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les paramètres à analyser sont ceux figurant dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Par sondage, l'inspection a analysé les documents des paramètres analyses pour les mois de novembre 2023 et de juillet 2024. L'ensemble des paramètres a été analysé. Les résultats aboutissent à un classement d'usage des mâchefers de type 1, unique qualité produite actuellement par l'exploitant depuis le début de fonctionnement de l'installation. Au regard des critères de recyclage liés au comportement à la lixiviation (annexe 2°) et des critères de recyclage liés à la teneur intrinsèque en éléments polluants (annexe 3°), les mâchefers produits sont de type 1 du fait du seul paramètre de la fraction soluble (respectivement 18080 mg/kg novembre 2023 et 18210 mg/kg juillet 2024).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Procédure d'échantillonnage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mâchefer
<b>Prescription contrôlée :</b>  La procédure d'échantillonnage concerne tout lot d'un même matériau alternatif ainsi que tout lot de matériau routier si ce dernier résulte d'une formulation intégrant des matériaux, alternatifs ou non, autres que des granulats naturels, des liants hydrauliques routiers ou des liants hydrocarbonés. A cette fin, l'exploitant établit une procédure d'échantillonnage qu'il formalise au sein d'un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. La procédure d'échantillonnage obéit aux règles générales d'échantillonnage de la matière. Elle est définie de manière à donner à chaque élément présent dans le matériau la même probabilité de se trouver dans l'échantillon que celle qu'il a dans le lot initial.
<b>Constats :</b>  La procédure d'échantillonnage a été présentée par l'exploitant, cette dernière est intégrée dans son plan assurance qualité mâchefers. L'inspection a demandé une correction pour intégrer un étape de procédure portant sur la validation des lots de mâchefers avant leur expédition pour une valorisation routière. La procédure mise à jour a été transmise à l'inspection le jour même. L'exploitant s'engage à mener rapidement après la prise d'échantillon une caractérisation sur du mâchefer « frais » sortie four, ceci afin de connaître la qualité du mâchefer produit avant maturation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Fiches de données environnementales des mâchefers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Avant livraison
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant la livraison sur le chantier routier ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même matériau routier, l'exploitant fournit à l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers une fiche de données environnementales indiquant : - les usages routiers autorisés compte tenu des caractéristiques environnementales du matériau routier et des matériaux alternatifs entrant dans sa composition ; - les limitations d'usage liées à l'environnement immédiat de l'ouvrage routier ainsi que celles liées à la mise en œuvre du matériau routier. Sont annexés à cette fiche les résultats de l'étude du comportement à la lixiviation et l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants mentionnées à l'article 4.
<b>Constats :</b>  Par sondage sur les lots de novembre 2023 et juillet 2024 l'inspection constate que l'exploitant dispose des fiches de données environnementales qui correspondent aux résultats d'analyses et le type de mâchefers déterminé et qui indiquent le type de mâchefer produit.

L'exploitant utilise le logiciel ALTERMAP pour déterminer si la zone d'utilisation des mâchefers envisagée par l'utilisateur est compatible au type de mâchefer, en l'occurrence de type 1. Les paramètres du logiciel ALTERMAP prennent en compte les limites d'utilisation selon le type de mâchefers.

L'exploitant a un contrat exclusif avec la société ROUSSEY (implantée à SAINT ANDRE LES VERGERS) pour l'utilisation de mâchefers.

La société ROUSSEY a acquis le logiciel ALTERMAP pour un meilleur suivi des demandes et déterminer plus rapidement les zones d'utilisation des mâchefers.

Les lots de novembre 2023 et juillet 2024 ont fait l'objet de cette identification, et la carte présentée par l'exploitant n'indique pas de zone non conforme à l'utilisation des matériaux routiers susmentionnés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande que l'exploitant dispose d'une trace écrite avec la société ROUSSEY afin de tracer l'accord, la zone et les conditions d'utilisation des mâchefers.

**Type de suites proposées :** Sans suite